

Perspectives

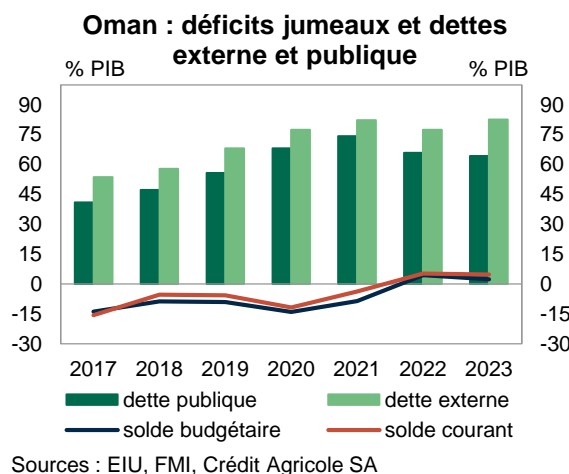
N°22/154 – 4 mai 2022

OMAN – Des améliorations macro-économiques grâce au redressement de la rente pétrolière

L'économie d'Oman est actuellement en phase de redressement significatif grâce à la très forte diminution des effets de la crise sanitaire du Covid et de la très forte hausse des prix du pétrole et de l'amélioration du volume des exportations. Les réformes économiques mises en place par le nouveau sultan Haithman ont également amélioré l'environnement des affaires et les finances publiques ; elles commencent donc à porter leurs fruits.


Après des années très difficiles (de 2014 à 2020), qui avaient vu l'accumulation de déséquilibres majeurs issus d'un seuil d'équilibre des balances courante et publiques restés bien au-dessus des 80 USD le baril et donc très au-delà des prix de marché, le pays est désormais dans une bien meilleure situation. Après deux années de récession (1,1% en 2019 et 3,2% en 2020), le PIB a retrouvé le chemin de la croissance à 2,1% en 2021 et la prévision est de 3,6% en 2022. En 2021, le prix moyen du pétrole s'est redressé à 69 USD/bbl et il est à 102 depuis janvier 2022. Ce redressement spectaculaire est suffisant pour réduire les déficits jumeaux et stabiliser les dettes publiques et externes. Ces dettes restent néanmoins à des niveaux très élevés : à respectivement 81% du PIB (dont les trois quarts en devises fortes) à fin 2020 et 195% des recettes d'exportation (2021), très au-dessus donc du seuil d'alerte de 150%. En 2022, les excédents budgétaire et courant devraient atteindre 2,4% et 4,1% du PIB. Ceci va permettre aux dettes de commencer à décroître. La dette publique devrait se contracter à 60% du PIB fin 2022 et la dette externe à 169% des recettes d'exportation, proche du seuil de surendettement.

Les réserves de change se redressent également, à onze mois d'importations à fin 2021. Par conséquent, le risque de liquidité se réduit fortement, ce qui fait diminuer la pression sur les comptes publics et externes. La probabilité d'un soutien financier externe de la part des pays du CCG ou du FMI, encore forte il y a un an, est désormais beaucoup plus limitée. En illustration de cette amélioration, la prime de risque sur la dette souveraine se contracte de plus de moitié : la valorisation des CDS à 5 ans a décliné de 775 points de base (7,5%) en avril 2020 à 320 pb en avril 2022. La capacité du pays à assurer le service de son énorme dette externe s'améliore donc peu à peu, et notamment grâce à un accès désormais facilité aux financements des marchés internationaux et également grâce à l'amélioration d'un cran du rating d'Oman de B+ à BB- par S&P en avril 2022. En termes de niveau intrinsèque, un rating de BB- reste toutefois très bas pour un pays producteur de pétrole. Ce niveau illustre les dérives du passé et l'immobilisme des pouvoirs publics dans les années 2010.



Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau sultan Haithman a d'ailleurs mis en œuvre des réformes économiques, comme l'introduction de la TVA sur le plan fiscal, pour lutter contre les effets de la crise et pour organiser de façon plus volontaire des formes de diversification de l'économie. Toutefois, l'un des effets pervers d'un prix du pétrole très élevé pourrait être de retarder le rythme des réformes structurelles (comme la baisse des subventions). La baisse des prix du pétrole en 2024-2025 pourrait aussi conduire au retour des déficits jumeaux à moyen terme, si les réformes ne sont pas poursuivies.

Par ailleurs, Oman a désormais un meilleur niveau de transparence financière. Le total des actifs du fonds souverain a été rendu public, il s'élève à 17 Mds USD (source : SWFI), soit l'équivalent de 90% des réserves en devises. C'est un coussin de sécurité significatif en cas de défense du change. Enfin, l'étude annuelle du FMI (rapport Article IV) a été rendue publique pour la première fois en 2021. Il marque une confiance relative dans la capacité du pays à poursuivre sur la voie du redressement.

 **Notre opinion** – La stabilisation et le redressement économique d'Oman restent encore trop dépendants du niveau élevé des prix du pétrole. Les prévisions des Instituts d'analyse et de prospective sur les matières premières établissent les prix futurs de l'or noir entre 70 et 100 USD à horizon fin 2023 (un an et demi). Une large fourchette témoignant des fortes incertitudes sur la durée de la crise et des perturbations générées par la guerre en Ukraine. Ceci rend donc encore un peu fragile la pérennité des améliorations macro-économiques à ce stade. La poursuite des réformes structurelles pour redresser les finances publiques sera l'élément-clé des prochains trimestres pour constater la véritable amélioration du risque pays.

Article publié le 29 avril 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

| Date | Titre | Thème |
|------------|--|-------------------|
| 03/05/2022 | <u>Espagne – Un plafond au prix du gaz accordé par l'Union européenne</u> | Espagne |
| 02/05/2022 | <u>Italie – Recul du PIB au T1</u> | Italie |
| 29/04/2022 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u> | Monde |
| 29/04/2022 | <u>France – Conjoncture, Flash PIB : stagnation du PIB au premier trimestre 2022</u> | France |
| 28/04/2022 | <u>Le grand écart des banques centrales</u> | Banques centrales |
| 27/04/2022 | <u>Brésil – Inflation : bien au-delà des pressions très en amont</u> | Amérique latine |
| 26/04/2022 | <u>Espagne – Scénario 2022-2023 : début d'année sous tension</u> | Espagne |
| 25/04/2022 | <u>Royaume-Uni – Scénario 2021-2023 : stagflation et risque de récession</u> | Royaume-Uni |
| 25/04/2022 | <u>Zone euro – Le rebond des services compense la faiblesse de la production industrielle</u> | Union européenne |
| 25/04/2022 | <u>Allemagne – Scénario 2022-2023 : d'une crise à une autre...</u> | Allemagne |
| 22/04/2022 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u> | Monde |
| 22/04/2022 | <u>Zone euro – Scénario 2022-2023 : un triple choc</u> | Zone euro |
| 21/04/2022 | <u>Le microbiote ouvre la voie à de nouvelles approches thérapeutiques</u> | Santé |
| 21/04/2022 | <u>Mexique – "Que personne n'oublie que c'est le peuple qui commande"...</u> | Amérique latine |
| 20/04/2022 | <u>Parole de banques centrales – BCE : la sagesse c'est adapter ses convictions à l'évidence</u> | Union européenne |
| 20/04/2022 | <u>Royaume-Uni – L'inflation, toujours plus étendue, toujours plus forte</u> | Royaume-Uni |
| 19/04/2022 | <u>France – Scénario 2022-2023 : une reprise sous tension</u> | France |
| 15/04/2022 | <u>Monde – L'actualité de la semaine</u> | Monde |
| 14/04/2022 | <u>Les investissements directs étrangers dans les pays émergents</u> | Monde |
| 13/04/2022 | <u>Asie – Le Sri Lanka annonce un défaut sur sa dette extérieure</u> | Asie |
| 12/04/2022 | <u>Hongrie – Le 4x4 de Viktor Orbán</u> | PECO |

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.